

Circulaire d'information

INFCIRC/934

9 avril 2020

Distribution générale

Français

Original : anglais

Communication datée du 23 mars 2020 reçue de la mission permanente du Royaume des Pays-Bas concernant une déclaration commune sur la sécurité nucléaire

1. Le Secrétariat a reçu de la mission permanente du Royaume des Pays-Bas une communication datée du 23 mars 2020, à laquelle était jointe une déclaration commune sur la sécurité nucléaire qui devait être prononcée au titre du point 8 de l'ordre du jour (« Autres questions ») de la réunion du Conseil des gouverneurs tenue du 9 au 11 mars 2020, et dans laquelle il était demandé au Secrétariat de porter ladite communication et sa pièce jointe à l'attention de tous les États Membres de l'AIEA. L'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, les Émirats arabes unis, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Kenya, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, le Luxembourg, la Malaisie, Malte, le Maroc, le Mexique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, Singapour, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay ont souscrit à cette déclaration.

2. Conformément à la demande formulée, cette communication et sa pièce jointe sont reproduites ci-après pour l'information de tous les États Membres.

Le Royaume des Pays-Bas

Réf. : WEV/2020/13

La mission permanente du Royaume des Pays-Bas auprès des organisations internationales à Vienne présente ses compliments à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et a l'honneur de demander au Secrétariat de porter la note verbale ci-après et la déclaration commune sur la sécurité nucléaire ci-jointe à l'attention de tous les États Membres de l'AIEA. Il était prévu que cette déclaration soit prononcée au titre du point 8 de l'ordre du jour (« Autres questions ») pendant la réunion du Conseil des gouverneurs qui s'est tenue du 9 au 11 mars 2020. L'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, les Émirats arabes unis, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Kenya, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, le Luxembourg, la Malaisie, Malte, le Maroc, le Mexique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, Singapour, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay ont souscrit à cette déclaration.

La mission permanente des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler à l'AIEA les assurances de sa très haute considération.

Pièce jointe : Déclaration commune sur la sécurité nucléaire, Conseil des gouverneurs
Mars 2020

Vienne, le 23 mars 2020

À l'attention du Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique
Centre international de Vienne
Vienne

Réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA

9–13 mars 2020

Autres questions – Sécurité nucléaire

Madame la Présidente,

- J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Namibie, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie et Uruguay.
- Nous tenons à remercier le Directeur général, M. Grossi, le Directeur général adjoint, M. Lentijo, et la Division de la sécurité nucléaire pour avoir organisé la troisième Conférence internationale de l'AIEA sur la sécurité nucléaire (ICONS).
- Cette conférence a été l'occasion d'affirmer clairement la volonté politique d'appuyer et de renforcer la sécurité nucléaire dans le monde. Plus de 50 ministres et plus de 2 000 experts et décideurs y ont pris part.
- La conférence a permis de mieux faire prendre conscience de l'importance de la sécurité nucléaire. En adoptant par consensus la déclaration ministérielle de la conférence ICONS, les États Membres de l'AIEA ont affirmé leur engagement à appuyer et à renforcer la sécurité nucléaire. Nous souhaitons adresser nos remerciements à la Roumanie et au Panama pour leurs travaux à cet égard.
- Nous aimerions également remercier l'Égypte et la Bulgarie, qui ont grandement contribué à la mise en place d'un programme technique de fond équilibré pour la conférence.
- La déclaration constitue une base solide pour nos travaux futurs de renforcement de la sécurité nucléaire et devrait être prise en compte lors des débats de concernant la

résolution sur la sécurité nucléaire de la Conférence générale de 2020 et le Plan sur la sécurité nucléaire 2022-2025, au même titre que les documents du programme technique.

- Comme le Directeur général, M. Grossi, le faisait remarquer dans son allocution liminaire : « La sécurité nucléaire ne se limite pas à la prévention du terrorisme nucléaire. Elle joue un rôle essentiel en permettant aux pays de tirer durablement parti des immenses avantages de l'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires, et en maintenant la confiance du public. »
- À cet égard, nous saluons également la déclaration de M. Grossi selon laquelle « le renforcement de l'assistance apportée par l'Agence aux pays dans le domaine de la sécurité nucléaire sera une priorité ».
- Compte tenu des résultats obtenus lors de la conférence ICONS, les États Parties au TNP attendent avec intérêt la tenue de la Conférence d'examen du TNP. Nous attendons également avec intérêt la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, modifiée par son amendement de 2005, en 2021. Nous nous réjouissons à l'avance d'œuvrer au succès de cette conférence.

Madame la Présidente, je vous remercie.